

A network graphic consisting of numerous small grey dots connected by thin grey lines, forming a complex web-like structure. It is positioned in the background, partially overlapping a dark blue curved shape on the left side of the page.

LES OUBLIÉS *de la* RÉPUBLIQUE

BY THE *good* LOBBY

1^{ER} BAROMÈTRE PARLEMENTAIRE

2023

Sophie Blel • sb@saper-vedere.eu

**Enfants placés, personnes sans-abris, victimes
de la prostitution...
Les grands oubliés du Parlement ?**



**Le 1^{er} baromètre parlementaire des Oubliés
de la République évalue la place accordée aux
exclus dans les débats parlementaires**

LES OUBLIÉS
de la
RÉPUBLIQUE
BY THE *good* LOBBY



SAPER VEDERE
We see. You know.

FOLLOW.SV – ETUDE

Les Oubliés de la République

Baromètre



OBJECTIF DU BAROMÈTRE COMMANDÉ PAR LES OUBLIÉS À SAPER VEDERE

Les Oubliés de République est un collectif d'associations engagées auprès des plus exclus de la société : enfants placés, personnes sans-abris ou victimes de la prostitution. Sa raison d'être est d'organiser et de promouvoir la prise de parole directe de ces personnes auprès des responsables politiques, en premier lieu les parlementaires.

Pour évaluer le niveau d'intérêt accordé par les grands élus de la Nation aux sujets de grande précarité et d'exclusion, Les Oubliés de la République ont proposé à Saper Vedere de quantifier la part que ces thèmes représentent dans les prises de position des parlementaires.

Saper Vedere a développé un outil numérique inédit capable d'interroger et d'analyser finement, à partir de mots clés, toute la production parlementaire (textes de loi, amendements, questions orales et écrites...) mais également les comptes twitter de 15 000 responsables politiques.

Les Oubliés de la République

Baromètre



MÉTHODOLOGIE

Ce baromètre a été réalisé au moyen du contenu de notre plateforme de veille et d'analyse institutionnelle et réglementaire **Follow.sv** qui rassemble les 15 000 comptes Twitter des acteurs les plus influents du Twitter francophone (ex. médias, journalistes, personnalités politiques, institutions).

Sur base d'une requête sémantique, nous avons analysé :

Les textes de lois déposés : projets et propositions de loi au Sénat et à l'Assemblée nationale



Les questions écrites, à l'Assemblée nationale uniquement



La communication twitter des députés



Ces trois sources permettent d'évaluer l'intérêt des parlementaires et de mesurer les prises de parole spontanées. Les amendements n'ont pas été retenus dans le champ à analyser, puisqu'ils interviennent en réaction.



Les Oubliés de la République

Les mots-clefs pour l'analyse



Pour les enfants placés :

« Aide sociale à l'enfance » ; « ASE » ;
« enfant placé » ; « enfants placés » ;
« placement d'enfants » ; « famille
d'accueil » ; « familles d'accueil » ;
« placement des enfants » OR
« protection des enfants » ; « protection
de l'enfance »



Sans-abrisme :

« sdf » OR « sans abrisme » OR «
hébergement d'urgence » OR « sans-
abri » OR « sans abri » OR « sans-
domicile » OR « hébergement
d'urgence » OR « sans domicile fixe » OR
(« sans » AND « domicile ») OR
(« réinsertion » AND « logement »)



Prostitution :

« travail du sexe » OR « travailleuse du
sexe » OR « travailleuses du sexe » OR
« prostitution » OR « proxénétisme » OR
« prostituées » OR « prostituée »

► **Les trois enseignements fondamentaux :
Exclus de la société.... et de son champ civique !**



**Les personnes exclues sont victimes d'une double peine : marginalisées par la société,
marginalisées au Parlement**

**Pourtant, "l'effet loi" fonctionne : quand le gouvernement s'empare d'un sujet, on constate
un effet d'entraînement dans le débat parlementaire**

**Un intérêt des députés très disparate selon les groupes politiques, mais plus prononcé chez
LFI et au RN**

► Principaux enseignements du baromètre : Exclus de la société... et de son champ civique !

Les publics les plus précaires sont peu visibles dans le débat public, où semble régner une relative indifférence face à leur sort

- Le sort des SDF a suscité 2 propositions de loi depuis 2017, non examinées, soit 0,2% des textes en 2018 et 0,1% en 2023 ; aucune initiative parlementaire durant les deux années de confinement, particulièrement dures pour les personnes vivant à la rue ; aucune initiative du Gouvernement sur la période, alors qu'en juillet 2017, le Président de la République s'était engagé à ce que plus personne ne dorme à la rue
- La prostitution est à l'origine de 3 initiatives parlementaires depuis 2017 : deux propositions de loi en 2019 et 2023, non examinées, et un article dans le projet de loi de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, en 2018, adopté par le Sénat mais supprimé par l'Assemblée nationale, soit 0,2% des textes en 2018, 0,1% en 2019 et 0,1% en 2023
- Seule la protection de l'enfance tire son épingle du jeu, pour un niveau cependant très relatif quand on sait que l'Etat, par le biais des départements, est responsable de 300 000 jeunes ; ce sujet bénéficie d'un effet d'entraînement lié au projet de loi Taquet, à partir de 2021 : 7 textes en 2021 (1,2%), 8 en 2022 (1%) et 5 en 2023 (0,72%)
- Ce relatif désintérêt pour les sujets liés à la grande exclusion se retrouve dans la typologie des questions écrites, utilisées par les parlementaires pour demander des comptes aux administrations : le sans-abrisme génère, selon les années, entre 0,24 et 1% des questions ; la prostitution entre 0,1 et 0,5% ; l'ASE entre 0,6 et 1,3% ;
- A titre de comparaison, sur l'année 2023, les thématiques « santé », « environnement » et « collectivités territoriales » ont généré plus de 5000 questions écrites ; l'agriculture ou l'Europe autour de 2000 questions écrites ; la lutte contre la prostitution 53, la lutte contre le sans-abrisme 148 et l'aide sociale à l'enfance 217



► Principaux enseignements du baromètre :

Un intérêt des députés très disparate selon leur groupe politique d'appartenance, mais plus prononcé chez LFI et au RN

- Sur la prostitution, la droite semble davantage mobilisée que la gauche dans les questions écrites, en s'intéressant davantage aux nouveaux lieux (salons de massage) et à la protection des mineurs ; en revanche, sur Twitter, les députés LFI, écologistes et RN sont, rapportés au nombre total de députés de leurs groupes, les plus actifs sur le sujet
- Concernant le sans-abrisme, très franche domination des députés LFI et RN sur le sujet : à eux seuls, ils ont posé 80 questions des 120 enregistrées sur le sujet entre juin 2022 et juin 2023 ; la crise du logement est le principal angle d'attaque ; sur Twitter, 36 députés LFI et 21 députés RN se sont prononcés sur le sujet entre juin 2022 et juin 2023
- S'agissant de l'ASE, les partis de droite sont plus mobilisés que ceux de gauche pour les questions écrites, avec un biais « mineurs non accompagnés » très présent ; sur Twitter, les élus LR décrochent, et le RN se classe en tête, si l'on se rapporte au nombre total de députés du groupe, avec 30 auteurs et 66 tweets





Quelle place réservée aux exclus par les parlementaires depuis 2017 ?

FOCUS

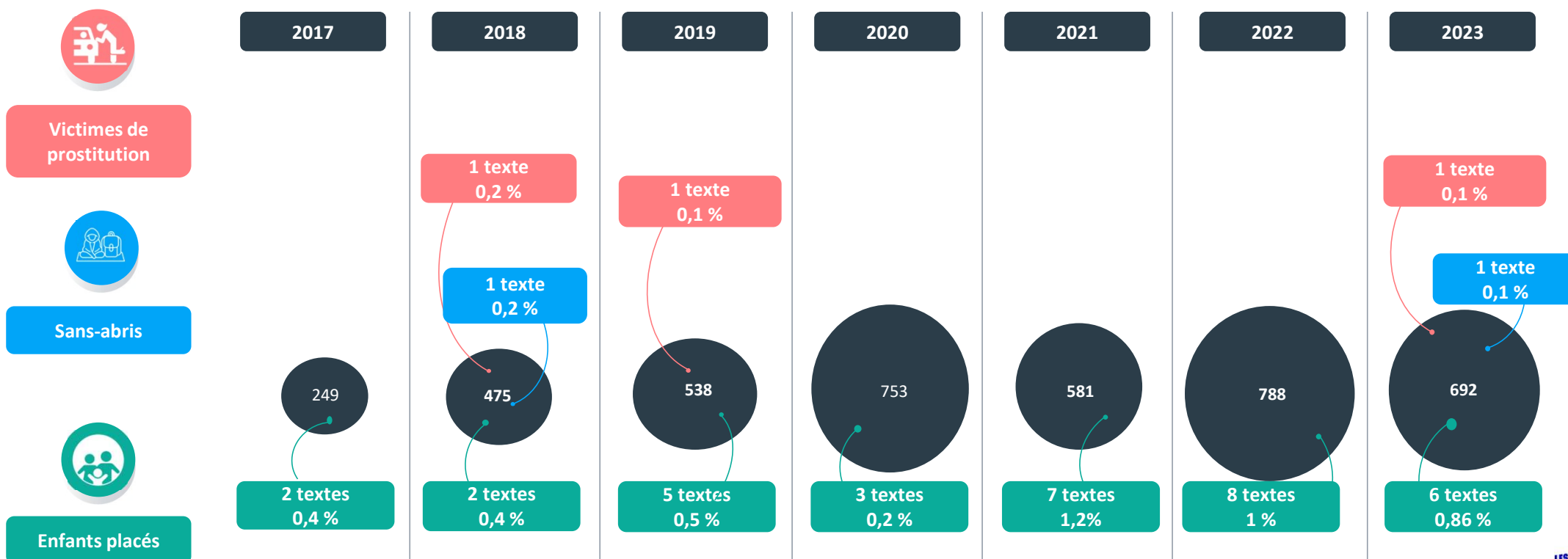
- les projets et propositions de loi déposés par les parlementaires et le Gouvernement
- les questions écrites des députés au Gouvernement

Projets/Propositions de loi déposés : une quantité infime

La majorité des propositions de loi déposées par les parlementaires ne sont pas examinées. Leur dépôt témoigne néanmoins de l'intérêt du parlementaire ou d'un groupe de parlementaires pour le sujet.

- Aucun des trois sujets pris à part ne représente plus de 1,2 % des textes déposés
- Les trois sujets additionnés ne dépassent pas 1,2 %
- Parmi ces trois sujets, la protection de l'enfance est celui qui génère le plus de textes, avec une augmentation notable à partir de 2020

Période : depuis 2017 - Scope : AN/Sénat



Questions écrites : une quantité tout aussi infime

Période : depuis 2017 - Scope : AN/Sénat

- Aucun des sujets ne représente plus de 1,3 % du total des questions écrites
- Les trois sujets additionnés ne dépassent pas 2 % du total des questions écrites
- Le sujet le plus questionné des trois est celui des enfants relevant de la protection de l'enfance



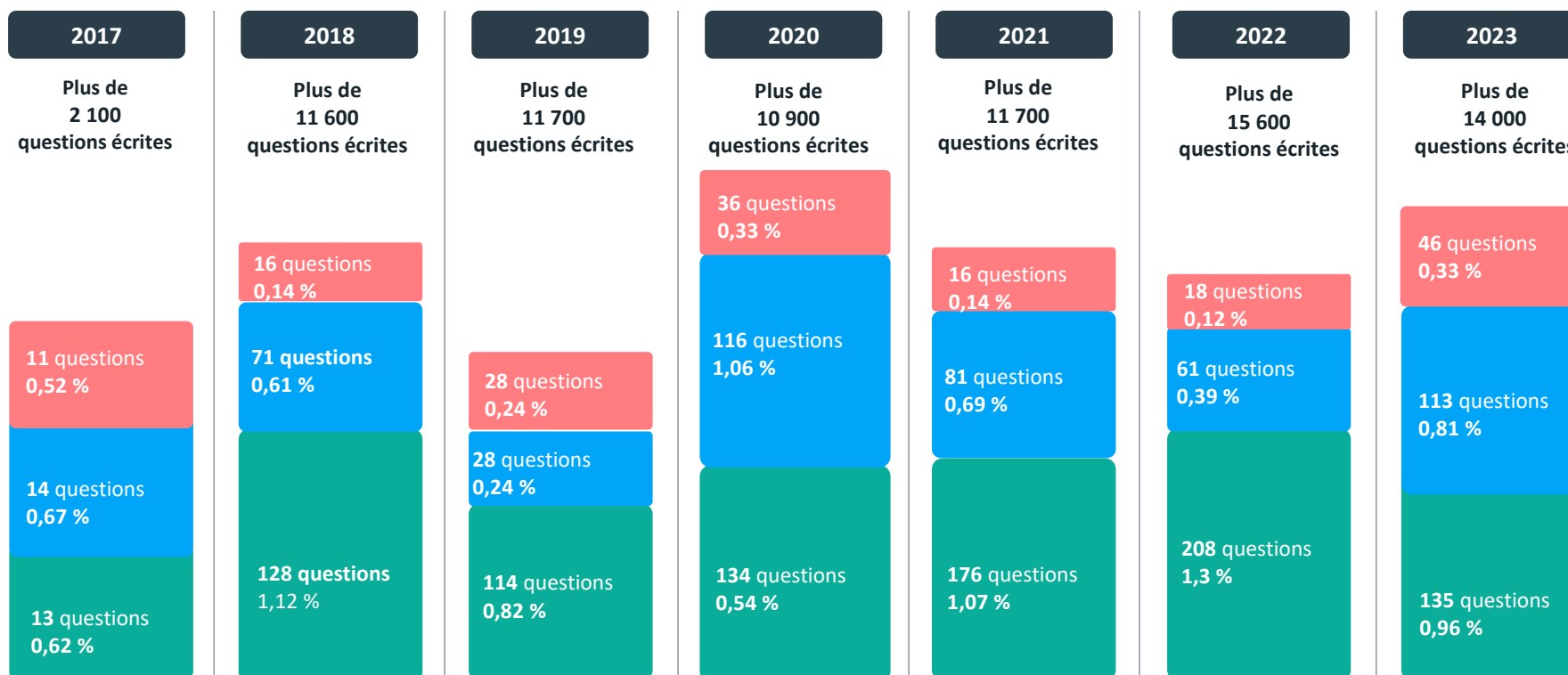
Victimes de prostitution



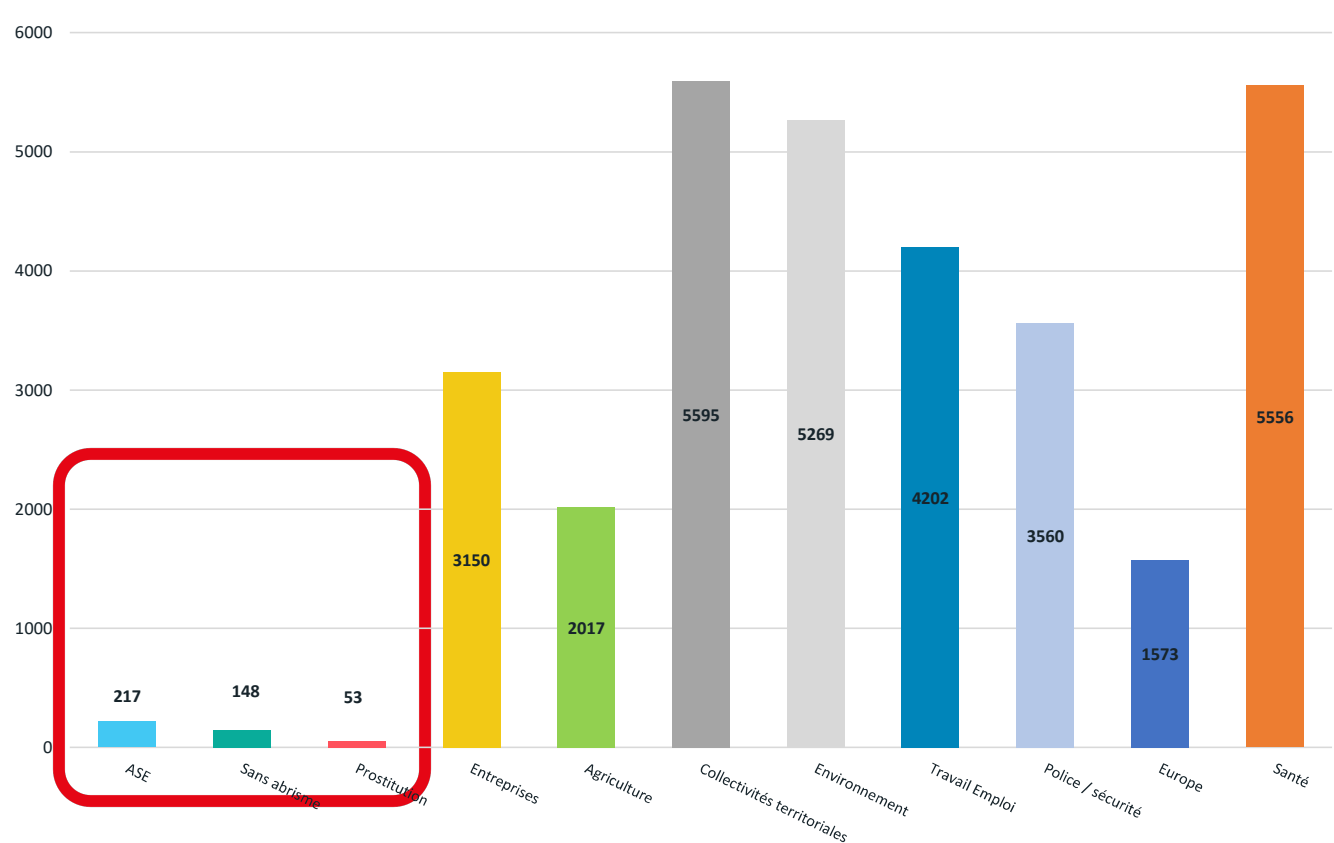
Sans-abris



Enfants placés



Focus comparatif : pour les questions écrites en 2023, l'exclusion reste un sujet très minoritaire en comparaison d'autres préoccupations



Période : juin 2022 – juin 2023 / Scope : AN/Sénat

- Un sujet au centre des débats génère plus de 5 000 questions écrites, comme l'environnement
- Un sujet plus technique ou moins d'actualité génère entre 1000 à 2 000 questions écrites, comme l'Europe ou l'agriculture
- En comparaison, entre 53 et 217 retombées, les sujets liés à la grande exclusion sont quasi inexistantes



En détail : la place de la prostitution
dans les textes de loi et les questions écrites

POUR RAPPEL, LES MOTS CLÉS DE LA RECHERCHE :

« travail du sexe » ; « travailleuse du sexe » ; « travailleuses du sexe » ; « prostitution » ;
« proxénétisme » ; « prostituées » ; « prostituée »

A l'Assemblée et au Sénat - Les textes de loi sur la prostitution : une focalisation sur la prostitution des mineurs

La question des violences sexuelles a été portée par le Gouvernement mais sans y inclure la question de la prostitution

Période : depuis 2017 - Scope : AN/Sénat

2017

2018

PJL Lutte contre les violences sexuelles et sexistes

* L'article sur la prostitution adopté lors de l'examen au Sénat a été supprimé par l'Assemblée nationale.

2019

PPL Lutte contre la prostitution des mineurs (REN)

2021

2022

2023

PPL visant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles (LR)

2020

En gris les textes de lois déposés mais non examinés

► Juin 2022 à juin 2023 – Assemblée nationale : analyse des questions écrites selon les groupes politiques

- La droite plus active que la gauche sur la protection des victimes de prostitution
- Une attention plus forte sur la question de la protection des mineurs et sur les nouveaux lieux de prostitution

Période : [juin 2022 – juin 2023](#) / Scope : [AN](#)




6 questions

Aborde la question de la prostitution dans les grands événements sportifs : quelle mesure de protection envisage le gouvernement

Question posée sur la lutte contre le VIH au niveau international



0 questions



0 questions



11 questions

Protection des mineurs : demande des actions de prévention et de formation à l'éducation sexuelle

Alerte sur les salons de massage comme lieux de **blanchiment d'argent** et **demande de fermeture**

Améliorer l'**accompagnement des personnes en sortie de prostitution**.



1 question

Demande quels **moyens sont mis en place pour lutter contre la prostitution des mineurs**.



3 questions

Lutte contre la prolifération des salons de massage

Protection des femmes prostituées par la construction de structures d'accueil spécialisées et protection des enfants



2 questions

Lutte contre l'**assujettissement sexuel des jeunes filles mineures en particulier en ligne**

Mesures de protection des **citoyens face aux dangers générés par les réseaux de prostitution**



En détail : la place des personnes sans-abri dans les textes de loi et les questions écrites

POUR RAPPEL, LES MOTS CLÉS DE LA RECHERCHE :

« sdf » ; « sans abrisme » ; « hébergement d'urgence » ; « sans-abri » ; « sans-domicile » ; « réinsertion » et « logement » des personnes sans-abri

Les textes de loi pour les sans-abris : les grands oubliés du dernier quinquennat

- En juillet 2017, le Président de la République s'était engagé à ce que plus personne ne dorme à la rue mais ni le Gouvernement ni le parti de la majorité n'ont pris l'initiative de légiférer sur le sujet
- En dehors de l'extrême-droite, aucun groupe n'a déposé de texte sur le sujet durant le dernier quinquennat

Période : depuis 2017 - Scope : AN/Sénat

2017

2018

PPL Centres d'accueil pour personnes sans domicile fixe et leurs chiens (RN)

2019

2020

2021

2022

2023

PPL visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune (Groupe socialiste du Sénat)

En gris les textes de lois déposés mais non examinés

Entre juin 2022 et juin 2023 – Assemblée nationale : analyse des questions écrites selon les groupes politiques

Période : juin 2022 – juin 2023 / Scope : AN

- La crise du logement et celle de l'hébergement d'urgence dominent les questions
- La France insoumise et le Rassemblement national sont les deux groupes politiques les plus investis sur le sujet
- L'extrême-droite lie davantage que les autres partis le problème des sans-abris à l'insécurité et à l'immigration



42
questions

Les engagements que compte prendre le Gouvernement pour **garantir un logement à tous les Français aujourd'hui en attente d'un logement social** et quelles seront les mesures déployées au soutien des organismes de logements sociaux.

Les modalités de mise en œuvre des mesures prévues pour **garantir des logements pérennes aux personnes sans domicile fixe**

Si le gouvernement va ouvrir des **places d'hébergement d'urgence supplémentaires**

Le projet du Gouvernement de **transférer des sans-abris depuis la région parisienne vers d'autres villes** avant la Coupe du monde de rugby et les jeux Olympiques




7
questions

Alerte sur la **hausse dramatique de personnes vivant à la rue** et en particulier d'enfants

Demande au gouvernement ce qu'il compte faire pour **éviter les morts à la rue** cet été.

Demande quelle a été la clé de répartition utilisée pour déterminer où seraient **supprimées les places d'hébergement d'urgence** et quels critères ont été retenus pour les fermer



20
questions

Demande si le Gouvernement entend **prendre des mesures fortes pour permettre l'accueil de tous les sans-abris**, quelle que soit leur situation administrative, leur nationalité ou la raison de leur présence sur le territoire.

Demande si le Gouvernement entend prendre des mesures fortes pour **permettre l'accueil de tous les sans-abris et pour assurer un financement des associations** du secteur à hauteur de leurs besoins.

Demande au gouvernement de lui **fournir les chiffres des personnes dormant chaque soir dans la rue** dans le Calvados, les solutions mises en place par l'État afin de prendre en charge ces familles



10
questions

Interroge le gouvernement sur le **relogement des personnes** victimes de violence

Souhaiteraient connaître les mesures envisagées par le Gouvernement **pour lutter durablement contre le mal-logement**.

Interroge sur le traitement des **dossiers d'hébergement d'urgence et le choix des lieux d'accueil pour les personnes en difficulté** ayant des besoins d'hébergement d'urgence ou de logement adapté.



2
questions

Demande que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour **aider les associations de l'hébergement d'urgence**.



1
question

Souhaiterait que le gouvernement lui indique les **actions spécifiques qu'il entend conduire en direction des SDF et des associations qui œuvrent pour eux**, tant en matière de logement que de réinsertion, de soutien psychologique, afin de sortir de l'urgence ces publics fragilisés et de mettre en place les moyens leur permettant de retrouver le chemin de la dignité et d'une



38
questions

Interroge le gouvernement sur la **crise du logement**

Interroge le gouvernement sur **l'augmentation du nombre de mineurs isolés étrangers**

Interroge le gouvernement au sujet du **recours aux nuitées hôtelières dans le cadre de l'hébergement d'urgence** des demandeurs d'asile

Alerte le gouvernement sur la **hausse des personnes sans-abris**

Alerte le gouvernement sur la **progression du crack dans les Pyrénées-Orientales** et sa consommation par les personnes sans domicile fixe.



En détail : la place des enfants de l'ASE dans les textes de loi et les questions écrites

POUR RAPPEL, LES MOTS CLÉS DE LA RECHERCHE :

« protection de l'enfance » « Aide sociale à l'enfance » ; « ASE » ; « enfant placé » ; « enfants placés » ; « placement d'enfants » ; « famille d'accueil » ; « familles d'accueil » ; « placement des enfants » ; « protection des enfants » ;

Les textes de loi au Parlement pour les enfants placés : une prise en compte plus importante après l'adoption du projet de loi dédié en 2021

- Un effet " Loi Taquet " : la prise en compte plus importante de la protection de l'enfance après le projet de loi du gouvernement
- Evolution aussi dans les problématiques abordées : le cas des jeunes majeurs sortant de l'ASE, la compétence de l'Etat...

Période : depuis 2017 - Scope : AN/Sénat

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<p>PPL Justice : protection des enfants (LR)</p> <p>En vert le projet de loi du gouvernement adopté</p>	<p>PPL protection des enfants dans le cadre d'une séparation d'un couple non marié (REN)</p>	<p>PPL violence au sein des couples et protection des enfants (LR)</p> <p>PPL visant à moderniser le système de protection de l'enfance (UC)</p>		<p>PJL Protection des enfants</p> <p>PPL autonomie des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p> <p>PPL accompagnement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p> <p>PPL relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants (LR)</p>	<p>PPL visant à réformer le versement aux services de l'aide sociale à l'enfance des allocations familiales afférentes aux enfants placés (LR)</p> <p>PPL Aide sociale à l'Enfance (MODEM)</p> <p>PPL relative à l'expérimentation pour une durée de trois ans de l'exercice de la compétence de l'aide sociale à l'enfance par l'État (LREM)</p> <p>PPL relative à la protection des enfants (LR)</p> <p>PPL accompagnement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p>	<p>PPL relative à la protection des enfants victimes de violence intra-familiales (LR)</p> <p>PPL Responsabiliser les parents des enfants délinquants et absents (LR)</p> <p>PPL visant à améliorer la prise en charge psychologique par les collectivités territoriales des mineurs ayant subi des actes de maltraitance (LR)</p> <p>PPL visant à permettre aux parlementaires de visiter par surprise les Ehpad et établissements médico-sociaux (RN)</p>
<p>En gris les textes de lois déposés mais non examinés</p>						

- **En ajoutant les textes de loi spécifiques aux mineurs non accompagnés**, il apparaît qu'avant 2021, la question des mineurs non accompagnés a davantage suscité d'intérêt chez les parlementaires que la question plus large de la protection de l'enfance.
- Les parlementaires mobilisés sur la question sont majoritairement de droite ou d'extrême-droite
- En 2021, une proposition de loi socialiste pour améliorer leur prise en charge a été examinée mais a été finalement rejetée.

Période : depuis 2017 - Scope : AN/Sénat

2017	2018	2019	2021	2022	2023
<p>PPL Justice : protection des enfants (LR)</p> <p>PPL protection des mineurs non accompagnés (GDR)</p>	<p>PPL protection des enfants dans le cadre d'une séparation d'un couple non marié (REN)</p>	<p>PPL violence au seins des couples et protection des enfants (LR)</p> <p>PPL visant à moderniser le système de protection de l'enfance (UC)</p> <p>PPL maîtrise de l'octroi de l'aide sociale à l'enfance aux familles en situations irrégulières (LR)</p> <p>PPL Prise en charge des mineurs étrangers isolés (LR)</p>	<p>PJL Protection des enfants</p> <p>PPL autonomie des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p> <p>PPL accompagnement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p> <p>PPL relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants (LR)</p> <p>PPL REJETÉ tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p> <p>PPL instaurer un continuum de protection des mineurs non accompagnés (REN)</p> <p>PPL renvoyer les mineurs non accompagnés en situation irrégulière – et ayant commis une infraction – dans leur pays d'origine (NI)</p>	<p>PPL visant à réformer le versement aux services de l'aide sociale à l'enfance des allocations familiales afférentes aux enfants placés (LR)</p> <p>PPL Aide sociale à l'Enfance (MODEM)</p> <p>PPL relative à l'expérimentation pour une durée de trois ans de l'exercice de la compétence de l'aide sociale à l'enfance par l'État (LREM)</p> <p>PPL relative à la protection des enfants (LR)</p> <p>PPL accompagnement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (SOC)</p> <p>PPL visant à renforcer les contrôles de l'âge biologique des mineurs non accompagnés ou prétendus comme tels (RN)</p>	<p>PPL relative à la protection des enfants victimes de violence intra-familiales (LR)</p> <p>PPL Responsabiliser les parents des enfants délinquants et absenteïstes (LR)</p> <p>PPL visant à améliorer la prise en charge psychologique par les collectivités territoriales des mineurs ayant subi des actes de maltraitance (LR)</p> <p>PPL Visant à instaurer une stratégie migratoire efficace, crédible et respectueuse des engagements de la Nation (UC)</p> <p>PPL Reprendre le contrôle de la politique d'immigration, d'intégration et d'asile (LR)</p>
		<p>2020</p> <p>PPL lutte fraude à l'identité dans le cadre des mineurs non accompagnés (UDI)</p> <p>PPL mineurs étrangers non accompagnés (NI)</p> <p>PPL prise en charge des mineurs non accompagnés (LR)</p>			

En gris les textes de lois déposés mais non examinés

► Juin 2022 à juin 2023 – Assemblée nationale : analyse des questions écrites selon les groupes politiques

Période : juin 2022 – juin 2023 / Scope : AN

- Les partis de la droite républicaine sont davantage mobilisés sur le sujet que les partis de gauche
- L'extrême-droite est très présente sur la question mais sous l'angle d'un plus grand contrôle des mineurs non accompagnés et de l'insécurité
- La question d'un meilleur contrôle de la politique de l'Aide sociale à l'enfance est présente



23 questions

1 tiers des questions portent sur la situation des mineurs non accompagnés


Les autres questions portent sur le manque de moyens et le non recours au droit pour l'Aide sociale à l'enfant



5 questions

Alerte sur l'enfermement des mineurs en centres de rétention administrative

Alerte sur la hausse dramatique de personnes vivant à la rue et en particulier d'enfants



15 questions

Interroge sur les modalités de contrôle du placement des enfants par l'aide sociale à l'enfance (ASE)

Alerte sur la situation de jeunes exilés qui dorment dans la rue

Interroge les projets du Gouvernement pour veiller à la préservation des avantages pécuniaires réglementaires concédés par les conseils départementaux aux assistants familiaux en cumul de la rémunération minimale prévue par la loi Taquet.

Interroge sur question de la prise en charge des jeunes majeurs par l'aide sociale à l'enfance (ASE).



31 questions

Interroge le gouvernement sur la protection des enfants en cas de suspension de l'autorité parentale

Interroge le gouvernement sur le fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance

Interroge le gouvernement sur la question des moyens et des ressources destinés à la protection de l'enfance, notamment dans le Nord

Met en avant la question de la prise en charge des jeunes majeurs par l'aide sociale à l'enfance (ASE).

Interroge le gouvernement sur l'aide sociale à l'enfance et la loi du 7 février 2022. Si la loi enrichit le cadre de la protection de l'enfance, il souhaite connaître l'état actuel de l'application de ces dispositions.



3 questions

Demande au gouvernement de faire un point sur l'état actuel du déploiement du protocole de prise en charge des enfants témoins de féminicide ou d'homicide au sein du couple.

Interroge sur l'application de l'article 19 de la loi n° 2015-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant. Ce texte prévoit l'intervention de la Caisse des dépôts et consignations dans la gestion de l'allocation de rentrée scolaire versée au profit d'un enfant placé



28 questions

Interroge le gouvernement sur les enfants placés par des agences d'intérim. Elle demande au Gouvernement quelles mesures il compte mettre en œuvre pour éviter le recours aux agences d'intérim, afin que la qualité d'accueil des enfants placés soit garantie.

Attire l'attention sur financement des communes pour la scolarisation d'enfants placés en famille d'accueil

Interroge le gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour lutter contre les infanticides

Alerte sur sur le non-versement et la non-consignation de l'allocation de rentrée scolaire pour les mineurs sous tutelle dépendant de l'ASE



21 questions

Demande combien de mineurs non accompagnés sont présents sur le territoire de la région PACA et quel est le coût global annuel de la gestion de ces mineurs non accompagnés, département par département, dans cette région.

Interroge le gouvernement sur la situation critique des services de protection de l'enfance, face à l'afflux de mineurs non accompagnés (MNA)

Interroge le gouvernement sur l'accès des parlementaires aux centres d'accueil pour MNA qui accueillent des étrangers

Interroge le gouvernement sur les dispositifs de rapatriement des familles de djihadistes en France



Expression publique des députés : analyse des tweets

Twitter : points de comparaison



Jusqu'à 9000 tweets pour des sujets d'actualité

Un sujet lié au commentaire de la politique génère plus de tweets qu'un des trois sujets liés à la grande exclusion

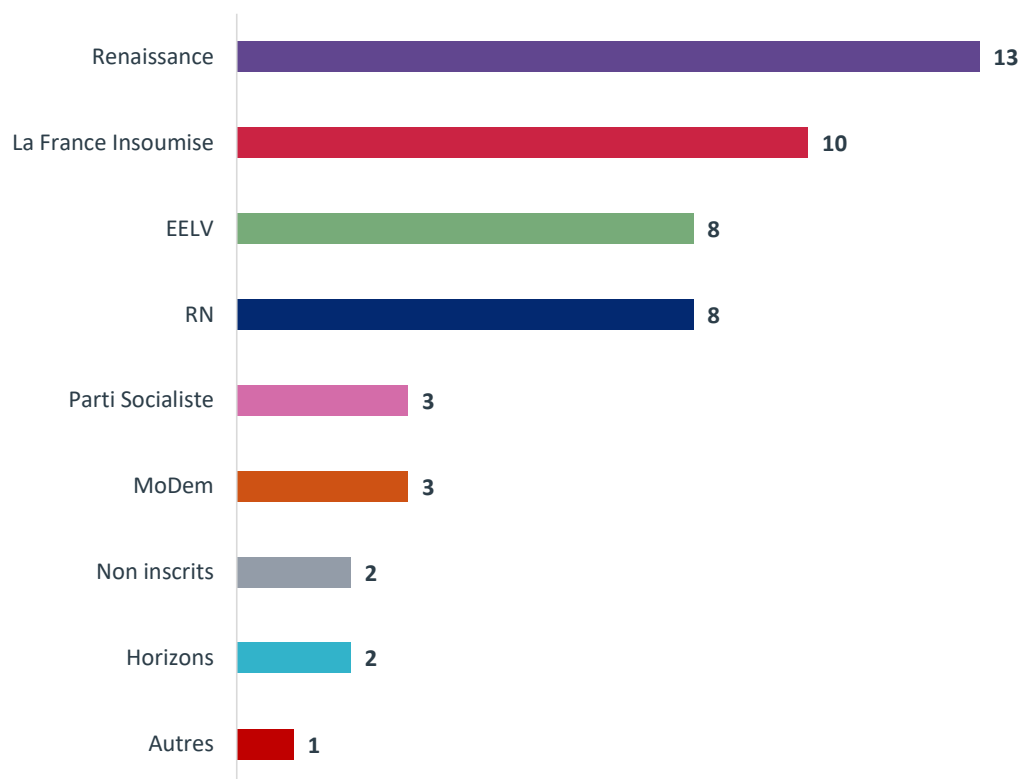
Un sujet très polémique génère quasiment autant de tweets que la question de la protection de l'enfance

Prostitution :

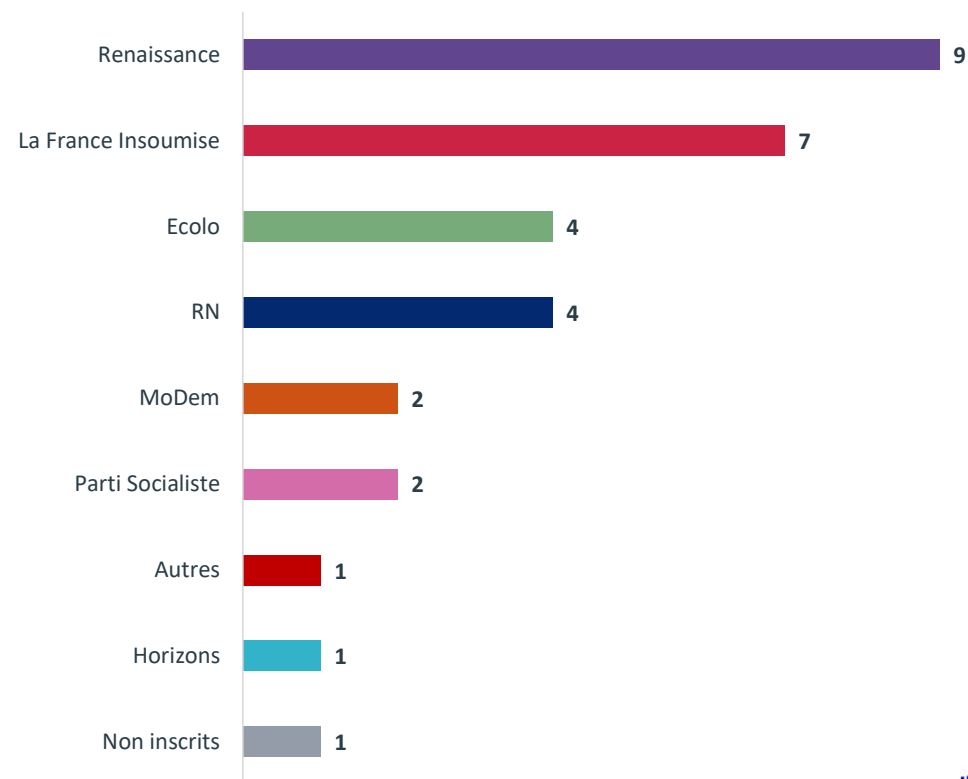
classement des groupes politiques les plus actifs entre juin 2022 et juin 2023

- Le parti de la majorité est le plus actif sur le sujet ;
- toutefois, en pondérant les chiffres du baromètre par le nombre de députés dans chaque groupe, LFI, les écologistes et le RN dominent

NOMBRE DE TWEETS



NOMBRE D'AUTEURS



Prostitution : classement des députés au sein de chaque groupe politique

Seuls apparaissent les députés ayant tweeté plus d'une fois

Période : Juin 2022/ Juin 2023- Scope : AN/Sénat



HORIZONS



Ségolène AMIOT



Aurélien
TACHE



Hervé
SAULIGNAC



Josy
POUEYTO



Tomas
RUDIGOS



Laurent
MARCANGELI



Hélène
LAPORTE



Pascale
MARTIN



Sandrine
JOSSO



Véronique
RIOTTON



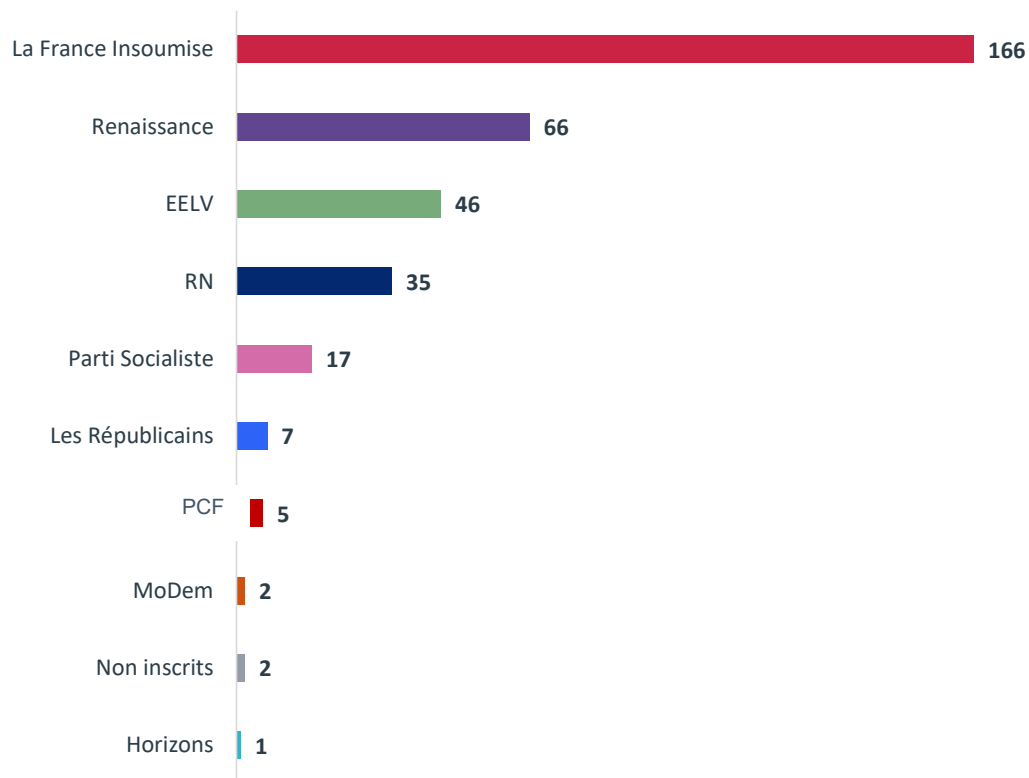
Raphael
GERARD

Sans-abrisme :

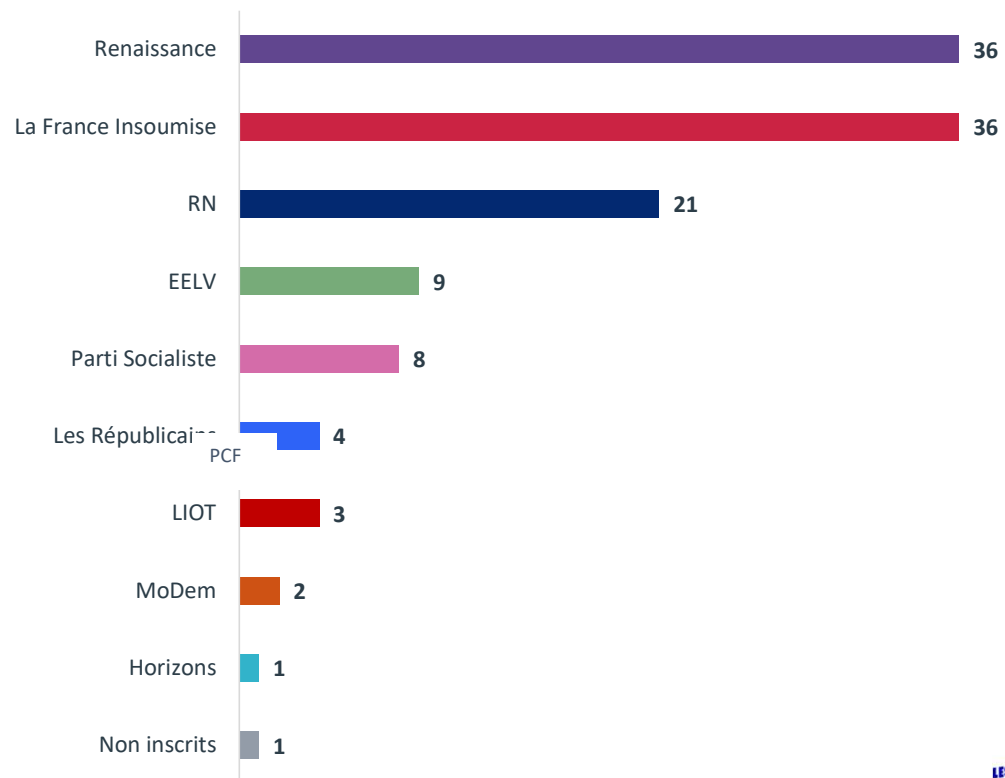
classement des groupes politiques les plus actifs entre juin 2022 et juin 2023

- LFI, groupe politique le plus mobilisé sur le sujet, notamment au regard du nombre de députés de son groupe
- Plus du double de députés d'extrême-droite mobilisés sur ce sujet par rapport au groupe écologiste, mais des députés écologistes plus actifs

NOMBRE DE TWEET



NOMBRE D'AUTEURS



Sans-abrisme : classement des députés au sein de chaque groupe politique

Seuls apparaissent les députés ayant tweeté plus d'une fois

Période : Juin 2022/ Juin 2023- Scope : AN/Sénat



William
MARTINET



Elsa
FAUCILLON



Eva SAS



Isabelle
SANTIAGO



Lionel
CAUSSE



Eric
CIOTTI



Hélène
LAPORTE



Thomas
PORTES



Sandra
REGOL



Boris
VALLAU



Stella
DUPONT



Eric
PAUGET



Julie
LECHANTEUX



François
PIQUEMAL



Sandrine
ROUSSEAU



Olivier
FAURE



Cécile
RIHAC

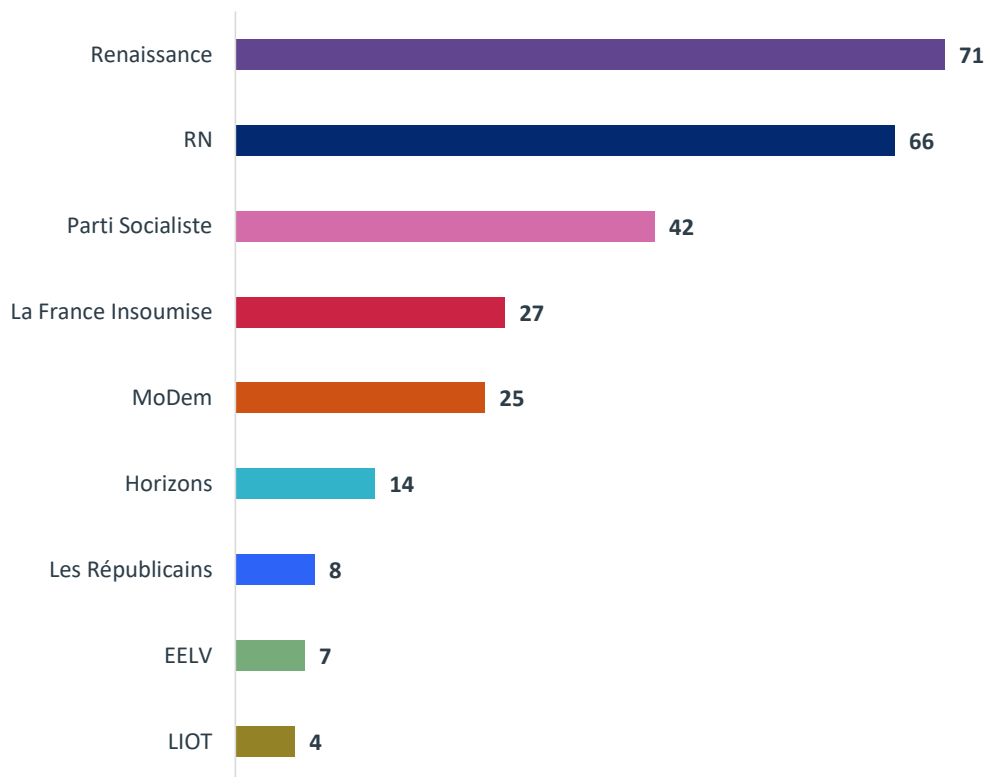


Marine
HAMELET

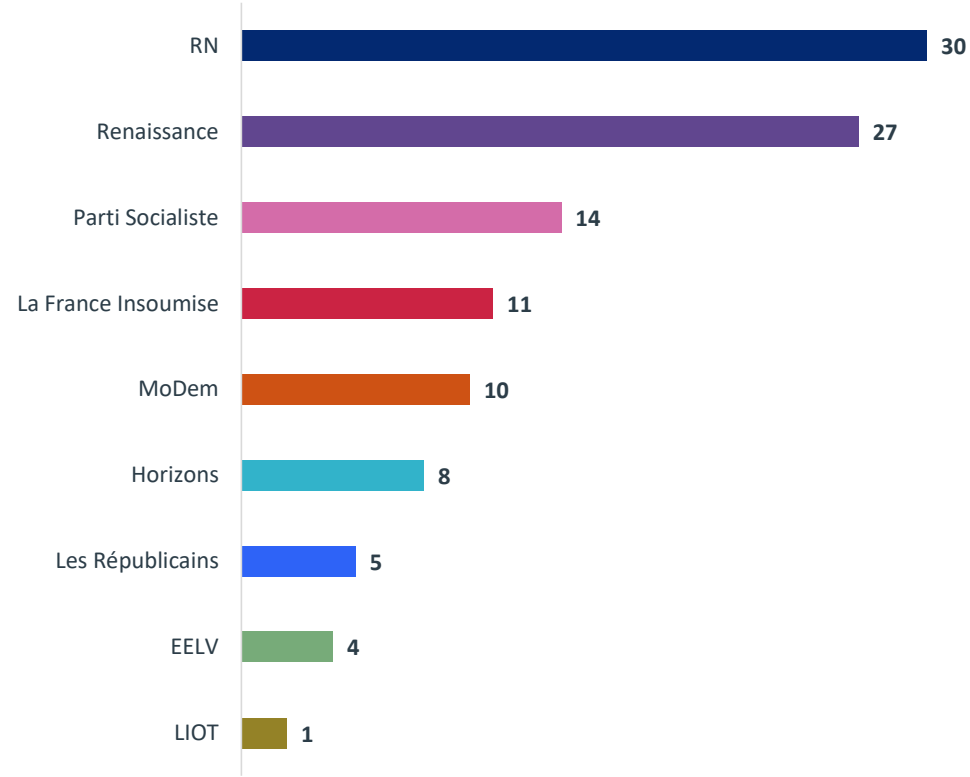
ASE : classement des groupes politiques les plus actifs entre juin 2022 et juin 2023

- Le RN, groupe le plus mobilisé sur le sujet, notamment au regard du nombre de députés de son groupe
- Moins de tweets pour le parti socialiste mais postés par une dizaine de députés très actifs : la protection de l'enfance, un sujet de spécialiste ?

NOMBRE DE TWEET



NOMBRE D'AUTEURS



ASE : classement des députés au sein de chaque groupe politique

Seuls apparaissent les députés ayant tweeté plus d'une fois

Période : Juin 2022/ Juin 2023- Scope : AN/Sénat



8

Marianne
MAXIMI



2

Karine
LEBON



2

Eva
SAS



23

Isabelle
SANTIAGO



11

Perrine
GOULET



22

Michèle
PEYRON



4

Isabelle
RAUCH



3

Eric
CIOTTI



4

Béatrice
DESCAMPS



7

Laure
LAVALETTE



5

Aymeric
CARON



2

Sandra
REGOL (2)



4

Boris
VALLAUD



3

Erwan
BALANANT



4

Paul
MIDY



4

Laurent
MARCANGELI



5

Bruno
BILDE



4

Ugo
BERNALICIS



2

Sandrine
ROUSSEAU



2

Valérie
RABAULT



2

Maud
PETIT



3

Philippe
FAIT



2

Paul
CHRISTOPHE



5

Alexis
JOLLY